

*Initiatives ministérielles*

leur faire croire que le libre-échange et l'Accord de libre-échange étaient une seule et même chose et qu'en s'opposant à l'accord, ils s'opposaient au libre-échange.

Le simple bon sens nous dit qu'un tel argument est fallacieux. Cependant, pendant la campagne électorale de 1988, la publicité était tellement omniprésente et les faits ont été déformés à tel point que beaucoup se sont laissés bernier. En 1988, les méthodes de vente des conservateurs ont réussi. Aujourd'hui, les Canadiens connaissent leurs manigances.

Les Canadiens ne veulent pas se laisser passer un autre sapin. Peu importe l'emballage et la méthode de marketing, les Canadiens en ont assez de se faire passer du sapin pour de l'épinette. Cette fois-ci, le premier ministre et le ministre des Finances ne peuvent compter sur personne pour les aider. La grosse entreprise les a laissés tomber. Les groupes de pression ne les suivent pas. Même des députés de leur propre parti les ont abandonnés. Cette fois-ci, personne, aucune entreprise, aucun groupe de pression, aucun George Bush, aucune Margaret Thatcher ne viendra les aider à vendre leur salade. Le premier ministre et le ministre des Finances sont les seuls à vouloir faire entrer en vigueur la taxe sur les produits et services. Ils continuent de défendre une idée qui a déjà été rejetée par les Canadiens. Ne nous y trompons pas; les Canadiens de tout le pays, peu importe leur situation économique, leur âge, leurs antécédents et leur allégeance politique, rejettent la TPS. En fait, 79 p. 100 des Canadiens y sont opposés.

• (2230)

En quelques mois seulement, depuis la publication du document technique sur la TPS, les Canadiens ont signé des milliers de pétitions et envoyé des centaines de milliers de lettres pour protester contre la taxe. Les opposants à la taxe ont assisté à toutes sortes de réunions populaires. Partout au pays, des éditoriaux condamnent la taxe qu'ils jugent injuste et inéquitable et des manifestations sont prévues au moment même où nous nous parlons. Dans notre histoire, très peu de propositions ont déclenché un tel tollé.

Malgré toute l'opposition à la TPS, le gouvernement s'entête à aller de l'avant, à donner des coups d'épée dans l'eau, inconscient, semble-t-il, de tout le tollé qu'il soulève.

Le premier ministre et le ministre des Finances sont persuadés que les Canadiens changeront d'idée, qu'ils

découvriront tout à coup qu'ils étaient dans l'erreur et qu'ils veulent, en fait, que leur pouvoir d'achat soit réduit de 7 p. 100.

Le fait est que les Canadiens ne sont pas aussi naïfs que le premier ministre semble le croire. La triste réalité, c'est que le premier ministre sous-estime les électeurs canadiens. Ils se sont peut-être déjà laissés bernier par une campagne publicitaire bien menée et trompeuse, mais on ne les y reprendra plus. Cette fois-ci, les organisations qui ont aidé à financer ces campagnes publicitaires tape-à-l'oeil ont abandonné le navire. Cette fois-ci, les amis du premier ministre ne sont plus là pour financer et entretenir ses illusions personnelles de bâtisseur de la nation. Mais vous me direz, qui a besoin d'amis lorsqu'on est riche à millions.

Le gouvernement a prévu des millions de dollars pour vendre aux Canadiens cette taxe tout à fait inacceptable, les convaincre qu'ils ont tort et que le premier ministre et le ministre des Finances sont dans le vrai. Il a débloqué toutes sortes de crédits. Pourquoi pas? Après tout, ce n'est pas comme si les conservateurs dépensaient cet argent à autre chose. Ils ne veulent pas le consacrer à VIA Rail ni à l'assurance-chômage, aux garderies ou à l'aide à l'étranger. Je suppose que le premier ministre et le ministre des Finances ne voient rien de mal à consacrer notre argent à des campagnes publicitaires visant à nous persuader qu'il fait bon payer des impôts.

Malheureusement, dans tous les cas, c'est le contribuable canadien qui est le grand perdant. Si la proposition l'emporte, le contribuable fait face à une réalité intangible. En cas d'échec, des millions de dollars auront été dépensés pour rien.

La taxe sur les produits et services est un cas d'espèce. Je ne pourrais pas le dire de façon plus simple. Les Canadiens ne veulent tout simplement pas d'une taxe sur les produits et services.

Pour les gens de Nipissing et du nord de l'Ontario en général, la TPS aura des effets catastrophiques. Le tourisme, une des plus grandes industries du pays, particulièrement dans le Nord, sera anéanti. Ce secteur apporte 24 milliards de dollars au produit intérieur brut du Canada et emploie 10 p. 100 de la main-d'oeuvre. Avec des recettes de 7 milliards par an, c'est la deuxième source de devises étrangères au pays. Cette industrie procure des emplois dans toutes les régions du Canada, qu'il s'agisse d'emplois d'été pour les étudiants, de postes à temps partiel ou d'emplois pour ouvriers non qualifiés.